



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Engagement des Partenaires Techniques et Financiers à Washington DC, USA sur le financement des priorités économiques, sociales et sécuritaires en faveur d'Haïti.

Ce mardi 22 avril 2025, une table ronde des bailleurs de fonds sur Haïti réunissant des autorités gouvernementales, des organisations internationales, des membres du secteur privé et de la presse autour du financement des priorités urgentes a eu lieu à Washington DC lors des réunions de Printemps du Groupe de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

Cette activité fait suite à la publication en décembre 2024 du Rapport d'Évaluation Rapide de l'Impact de la Crise (RCIA) en Haïti pour la période 2021-2024, concluant un besoin de financement de 644 millions de dollars américains à court terme en vue de répondre aux besoins, découlant de l'impact de la crise sécuritaire, présentés à travers un plan d'investissement global, qui est aligné aux priorités définies dans la feuille de route du Gouvernement.

Intervenant à distance, le Premier Ministre, SEM Alix Didier Fils Aimé a mis l'accent sur la prise en compte des priorités d'Haïti dont la sécurité par le renforcement de la Police Nationale d'Haïti et des Forces Armées, la tenue des élections, la relance économique, les programmes d'apaisement social. Pour cela, selon le Premier Ministre, un dialogue constructif s'impose pour financer le RCIA en vue de contribuer à la stabilité sociale et politique du pays et d'aboutir à une croissance inclusive. Le Premier Ministre a attiré l'attention de tous sur la nécessité d'une meilleure Coordination de l'Aide Internationale en créant une synergie avec tous les acteurs dont l'Etat Central, les collectivités territoriales, les Partenaires internationaux et le Secteur privé pour relever les divers défis.

Le Ministre de l'Economie et des Finances, Alfred Fils Métellus, a présenté le budget rectificatif 2024-2025 et a aussi abordé des questions de réformes institutionnelles et de gouvernance des institutions publiques dont : (i) l'harmonisation des politiques budgétaire et monétaire pour combattre l'inflation et la dépréciation de la monnaie locale ; (ii) la modernisation du système fiscal et douanier pour accroître la pression fiscale et financer les besoins du pays en s'appuyant sur la digitalisation, la mise en œuvre efficace et harmonieuse des codes douanier et fiscal ; (iii) l'accès de la population à des services publics de qualité ; (iv) l'accélération des programmes sociaux en faveur des déplacés internes et populations vulnérables ; (v) la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ; et (vi) l'amélioration du dialogue public-privé par une approche « gagnante-gagnante » en vue de soutenir la création d'emplois et de richesse et d'accélérer le développement économique et social durable.

Le Ministre, lors de sa présentation sur le budget rectificatif, a souligné les actions et projets nécessaires au renforcement de capacités des forces de l'ordre en Haïti pour rétablir la sécurité et la paix, éléments fondamentaux à la stabilisation macroéconomique et la reprise des activités économiques.

Note : Le RCIA a été réalisé par le Gouvernement Haïtien avec l'appui des partenaires techniques et financiers, notamment la Banque mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement, les Nations Unies et l'Union Européenne.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Quant aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) tant multilatéraux que bilatéraux, ils ont présenté la situation critique dans les camps des déplacés internes. Ils se sont engagés à continuer à soutenir Haïti et son gouvernement. À la suite d'une demande du Gouvernement, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) a accepté de contribuer à l'élaboration d'un Plan de relance et de développement à moyen terme d'Haïti pour 2025-2030 afin de dynamiser l'économie haïtienne. Ce plan de relance prendra en compte le soutien au secteur privé, l'amélioration du capital humain et des infrastructures (*physiques, énergétiques, sanitaires*), le renforcement de la résilience environnementale et climatique et le renforcement de capacités des institutions étatiques pour poursuivre les réformes de gouvernance et institutionnelles. Aussi, les stratégies de mise en œuvre prendront en compte l'approche territoriale et mettront l'accent sur les opportunités et potentialités d'Haïti (*compétitivité de la main d'œuvre, tourisme, population jeune, etc.*).